



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques  
environnementaux

IC n° 2004/1311  
LM

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
**portant autorisation environnementale**  
**d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 2004, modifié le 27 octobre 2016, autorisant l'E.A.R.L. LOTOUT-BERNABE à exploiter au lieu-dit « Kerlun » à Saint-Nicolas-du-Pélem, un élevage avicole ;
- VU la demande présentée le 21 septembre 2018 et complétée le 17 janvier 2019, par l'E.A.R.L. LOTOUT-BERNABE représentée par Anne, Loïc et Denis LOTOUT, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerlan » à Canihuel, en vue d'effectuer à Saint-Nicolas-du-Pélem au lieu-dit « Kerlun » ;
- l'extension de l'élevage avicole qui passe de 55500 à 72150 emplacements, la reconstruction d'un hagar à paille, la reconstruction d'un poulailler (suite à incendie) à moins de 100 mètres des tiers et 35 mètres d'un forage et la réactualisation du plan d'épandage ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 8 mars 2019 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 mars 2019 ;
- CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le projet d'extension s'accompagne de la construction du nouveau poulailler P4 en remplacement de l'ancien détruit dans un incendie ;
- CONSIDERANT que la surface du poulailler P4 passera de 550 m<sup>2</sup> à 1000 m<sup>2</sup> ;
- CONSIDERANT que le nouveau poulailler P4 répond à la Directive européenne 2010/75/UE dite « IED » ;
- CONSIDERANT que l'élevage avicole sera toujours conduit en multi-production volailles de chair ;

CONSIDERANT que la plateforme de compostage située au lieu dit « Bel Air » à Canihuel est suffisamment dimensionnée ;

CONSIDERANT que le plan de gestion des déjections respecte la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas de dégradation de la pression en phosphore en bassin versant eutrophe sur la SRD ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ,

## ARRÊTE :

### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 27 octobre 2016 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2004 sont modifiées comme suit :

« 1.1. - L'EARL LOTOUT BERNABE, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerlan » sur la commune de CANIHUEL est autorisée à exploiter au lieu dit « Kerlun » à SAINT-NICOLAS-DU-PELEM, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche et à moins de 35 mètres d'un forage et d'un cours d'eau, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 72150 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 9828 UN/an.

### 1.2. - Nature des installations

#### 1.2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Elevage intensif	Elevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	72150	Emplacements
2111	1)	A	Elevage, vente, etc... de volaille	Elevage	Classé au titre de la rubrique n°3660				

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

*« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »*

#### 1.2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
ST NICOLAS DU PELEM	VOLAILLES	ZE	73
ST NICOLAS DU PELEM	Forage	ZE	73

La surface des poulaillers est égale à 1950 m<sup>2</sup>.

#### 1.2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

### Article 2 : Prescriptions complémentaires concernant l'élevage de volailles de chair

#### 2.1. - : Sécurité

2.1.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.1.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.1.3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

2.1.4. - A défaut de disposer de moyens suffisants de lutte contre l'incendie implantés à moins de 200 m au plus du risque ou d'un avis favorable des services d'incendie et de secours sur les moyens alternatifs de lutte contre l'incendie proposés par l'exploitant, celui-ci doit mettre en œuvre une réserve d'eau au moins 120m<sup>3</sup> destinée à l'extinction d'un sinistre.

#### 2.2. - : traçabilité des effluents – Transfert

La totalité du fumier de volailles produit sur le site « Kerlun » à Saint-Nicolas-du-Pélem soit 9828 unités d'azote (414 tonnes maximum) destinée à être reprise est acheminée vers la plate-forme de compostage située sur le site de « Bel Air » à Canihuel où il sera composté et normalisé.

La totalité du produit normalisé issu du fumier de volailles composté provenant du site de « Kerlan » doit être exportée en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

#### 2.3. - : Intégration paysagère

L'écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera maintenu et entretenu aux abords des bâtiments d'élevage.

#### 2.4. - : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

« L'exploitant » est autorisé à prélever via le forage existant sur la parcelle 73 section ZE qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :



- Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique sera installé.
- Un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.
- Une zone de 35 mètres autour du forage doit rester exempte de toute source de pollution potentielle (épandage, produits phytosanitaires...)

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »

### **Article 3 :**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2004 est supprimé.

Les articles 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2004 restent inchangés.

### **Article 4 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Nicolas-du-Pélem pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Nicolas-du-Pélem pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois ;

### **Article 5 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.
- par l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 6 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Saint-Nicolas-du-Pélem et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 03 AVR. 2019

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara